



"A l'impossible, nul n'est tenu". Ce retour de congés d'Automne est une fois de plus suspendu aux annonces ministérielles dans les médias. Le mépris de notre hiérarchie se poursuit sans relâche. Le manque d'informations claires, ajouté aux injonctions contradictoires aggravent le malaise et le mal-être des personnels. Alors même que nous devons rendre hommage comme il se doit à notre collègue Samuel Paty, nous devons gérer un protocole sanitaire insuffisamment protecteur.

Depuis deux mois, le nombre de personnes contaminées par le coronavirus augmente de plus en plus rapidement (près de 50 000 cas par jour). Face à cela, les mesures drastiques de confinement sur le temps de repos n'empêcheront pas les contaminations à l'école ou au travail. Pour les éviter, les propositions du ministre Blanquer sont largement insuffisantes et souvent impossible à appliquer : le renforcement du protocole sanitaire se contenterait d'une limitation du brassage, d'un nettoyage et d'une aération plus fréquente des salles de classes et de l'imposition du port du masque à partir de 6 ans.

Ces mesures n'améliorent pas nos conditions de travail et ne garantissent pas de protection face à la maladie. Elles sont de plus trop souvent incompatibles avec la réalité des établissements scolaires qui ne permet pas leur mise en œuvre. Le ministère semble considérer le service public d'éducation comme une garderie géante pour qu'un maximum de travailleurs-ses n'aient pas à s'occuper de leurs enfants. Pour appliquer une distanciation physique efficace, les effectifs des classes doivent être réduits. Si les apprentissages en sont perturbés, il faut prendre en compte cette situation exceptionnelle et aménager les programmes, le calendrier des épreuves certificatives, la gestion des périodes de stages en entreprises et prendre en compte la situation des apprentis. Pour éviter de perturber les apprentissages tout en évitant la fermeture complète des écoles et établissements scolaires, il faut garantir à tout prix la santé des personnels et des élèves en fournissant le matériel nécessaire pour contrer le virus.

Face à l'urgence, nos organisations, réunies en intersyndicale aujourd'hui, exigent donc dans l'immédiat le dédoublement des classes et l'aménagement nécessaire des emplois du temps tout en maintenant les cours en présentiel pour toutes et tous (sauf pour les personnes vulnérables ou vivant avec une personne vulnérable comme annoncé). Cette mesure est en effet la seule qui permettrait d'enrayer la propagation du virus dans les écoles et établissements tout en garantissant le service public d'éducation. La crise sanitaire est un révélateur de cette nécessaire revendication qui fait suite à 15 ans de dégradations des conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans le cas où le ministère maintiendrait contre tout bon sens une organisation des enseignements dangereuse pour les personnels et les élèves, nos organisations appellent à une réaction de leur part dès lundi 2 novembre. Les cours ne peuvent pas se tenir dans ces conditions.

**Nous appelons tous les personnels à se réunir en équipe pédagogique ou en AG dès lundi pour obtenir par tous les moyens possibles, y compris la grève, le dédoublement des classes, ainsi que l'augmentation du nombre d'assistant-e-s d'éducation, d'infirmièr-e-s, d'assistant-e-s sociales, d'ATSEM, d'AESH, la protection effective des personnels et le recrutement d'agent-e-s d'entretien en nombre suffisant.**

*Le 30 Octobre 2020.*